

2017: UNE ANNÉE DÉCISIVE POUR L'EUROPE SOCIALE

Par Maria Joao Rodrigues, présidente de la FEPS

2017 est une année cruciale pour l'Europe sociale. Après des années de difficultés économiques et sociales, on passe enfin à la vitesse supérieure. Il est grand temps de veiller à ce que nos objectifs progressistes soient entendus et de nous assurer que les normes sociales soient mises à jour.



L'Union européenne souffre beaucoup depuis 2008, et ce n'est que récemment qu'elle se remet progressivement sur ses pieds. De nombreuses fragilités de l'intégration européenne ont été dévoilées ces dernières années, ce qui a entraîné des ondes de populisme et d'euro-scepticisme sur notre continent. Il est maintenant grand temps de discuter de ce que nous voulons pour l'Europe. Notre Europe. Nous devons nous engager fermement dans le débat qui a été lancé au niveau de l'UE : la Commission européenne a présenté un Livre blanc sur l'Avenir de l'Europe ainsi qu'un document de réflexion sur la dimension sociale de l'UE.

La Commission européenne a proposé 5 scénarios pour l'Avenir de l'Europe. Je crois qu'aucun de ces scénarios n'est assez bon. Nous devrions nous battre pour un 6e scénario : faire beaucoup mieux ensemble sur les priorités qui importent pour les gens !

La Commission européenne a récemment présenté une proposition pour un Socle européen des droits sociaux, suite à une consultation publique et à l'important rapport du Parlement européen, approuvé en janvier. C'est la première fois depuis l'éclatement de la crise que les problèmes sociaux sont remis sur la table et que nous discutons enfin sur la manière d'assurer une convergence sociale ascendante dans l'UE. Soyons francs, pour l'instant, c'est une

ouverture, car une telle proclamation n'est pas contraignante. Toutefois, discuter de cela est absolument crucial à ce stade. Nous devons nous rappeler qu'en plus d'une crise économique qui a mis en jeu le bien-être social, nous vivons dans un monde de plus en plus mondialisé et numérisé. Ceci, d'une part, nous offre énormément de nouvelles possibilités et augmente notre qualité de vie. Mais d'autre part, la mondialisation et la révolution numérique ont créé de nouvelles formes d'emplois atypiques, où les droits sociaux et les conditions d'emploi sont en jeu.

Nous devons veiller à ce que les normes sociales soient mises à jour et que l'Union européenne adopte un Socle

européen des droits sociaux, relançant la convergence ascendante et rééquilibrant la voie de l'intégration européenne. La proclamation conjointe du Conseil, du Parlement et de la Commission est prévue pour le Sommet social de l'UE, qui se tiendra à Göteborg en novembre. Ce sera un bon signal.